



PGC de l'opération

REGULATION D ACCES A50 ECHANGEUR FLORIAN

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Marseille
18/20 avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE
Tél : 04 91 42 08 86
Nom CSPS : Rachel FARIBAUT

Maître d'ouvrage principal :

DIRMED
SIR2M Site de Montpellier
520 Allée Henri de Montmorency
34712 MONTPELLIER

Indice et date	Rédacteur	Nature des modifications
v2 - 25/03/2025	Rachel FARIBAUT	MAJ suite à demande du MOA : Réajustement technique
v1 - 29/05/2024	Grégory MENOURET	INITIAL

SOMMAIRE

0 - Préambule	1
1 - Renseignements d'ordre administratif	3
1.1 - Renseignements relatifs à l'opération	3
1.2 - Intervenants	4
1.3 - Mission du Coordonnateur SPS	6
2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur	8
3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS	9
3.1 - Circulation	9
3.2 - Manutention	12
3.3 - Stockage	13
3.4 - Gestion des déchets et décombres	15
3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux	16
3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale	17
3.7 - Interactions sur le site	21
4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation	28
4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention	28
4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes	28
4.3 - Réseaux enterrés et aériens	29
4.4 - Risques liés à la circulation extérieure	29
4.5 - Risque fumée	30
4.6 - Analyse des risques liés à l'environnement	30
5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre	32
5.1 - Installations de chantier	32
5.2 - Nettoyage du chantier	33
5.3 - Clôture du chantier	34
5.4 - Réseaux mis à disposition	34
6 - Secours et évacuation des travailleurs	36
6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours	36
6.2 - Plan de secours	36
6.3 - Organisation des premiers secours	36
7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants	38
7.1 - Mise en commun des moyens	38
7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants	38
7.3 - Emploi de personnels intérimaires	39
7.4 - Prestataires de service	39
8 - Annexes	41
8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours	42

0 - Préambule

Documents de référence:

- Article 29.2 du règlement sanitaire départemental,
- Article 90 du règlement sanitaire départemental,
- Article L35.8 du code de la santé publique,
- Loi sur l'eau.

Une mission de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé, concernant la conception et la réalisation des travaux, a été organisée par le Maître d'Ouvrage.

Le PGC, ainsi que ses additifs, sont insérés dans tous les marchés de travaux, objets de la présente opération. Ils apportent des renseignements qui permettront aux entreprises d'élaborer leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS).

L'entrepreneur prendra en compte dans la conception et la réalisation des travaux de son contrat toutes les dispositions nécessaires pour intégrer les principes généraux de la prévention et se conformera aux obligations qui lui incombent, en respect du Code du Travail en matière de sécurité, de protection de la santé et des conditions de travail.

En outre, l'entrepreneur devra se conformer aux dispositions édictées :

- par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur SPS, dans le présent PGC,
- par le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Oeuvre dans les pièces constitutives du marché qui ont une influence en matière de sécurité et de protection de la santé, notamment le CCAP et le CCTP.

Ces dispositions s'appliquent à tout intervenant qui aura conclu un contrat de prestation ou de travaux avec l'entrepreneur.

Il est rappelé, par ailleurs, que l'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du Code du Travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Ce PGC a été établi par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments qui lui ont été transmis par le Maître d'Ouvrage. Le tableau ci-dessous récapitule ces éléments, ayant servi d'hypothèses au Coordonnateur SPS.

Nom du document / Commentaires	Transmis par	Date de transmission
ret190511_regul_a50_pro_2.3_reseaux_existants_a_1.pdf : plans réseaux	DIRMED	28/05/2024
ret190511_regul_a50_pro_2.1_situation_a_1.pdf : situation geo	DIRMED	28/05/2024

Nom du document / Commentaires	Transmis par	Date de transmission
ret190511_a50-florian-regul_accès_pro_01_notice_technique_c-2.pdf : notice technique PRO	DIRMED	28/05/2024

1 - Renseignements d'ordre administratif

1.1 - Renseignements relatifs à l'opération

1.1.1 - Situation

- Nom de l'opération :
REGULATION D ACCES A50 ECHANGEUR FLORIAN

- Catégorie :
Opération de catégorie 2

- Adresse du chantier :
A 50 , Echageur Florian - Bretelle d'insertion sens Marseille - Toulon
13011 MARSEILLE

Le SDAGT (schéma directeur d'agglomération de la gestion du trafic) dans sa phase 3 de déploiement a identifié parmi les stratégies de gestion de trafic la régulation d'accès des bretelles d'entrée sur les secteurs de l'Anjoly (A7) et de Florian (A50). L'étude de phase 3 du SDAGT est actuellement en instruction au niveau du Ministère de la Transition Ecologique.

L'échangeur Florian est composé en surface d'un ensemble complexe composé de 4 carrefours à feux reliés notamment à l'A50 et à l'A507 par plusieurs bretelles.

1.1.2 - Travaux

Description des travaux :

Les travaux, objet du présent marché, portent sur la fourniture et la pose de l'ensemble des équipements participant à la régulation dynamique d'accès de la bretelle de l'échangeur de FLORIAN sur A50, commune de Marseille.

Nature des travaux :

Signalisation temporaire :

Fourniture, pose, dépose, maintien et maintenance de la signalisation de chantier
Signalisation horizontale provisoire sur la bretelle

Génie civil ? Réseaux :

Tranchées pour les réseaux
Fourniture et pose de conduites multitubulaires
Pose de chambres de tirage

Équipements fixes :

Massifs de fondation pour panneaux à message variable (PMV)

Dispositifs de retenue béton (provisoires et définitifs)

Caniveaux à fente béton

Signalisation et équipements dynamiques :

=> Fourniture, pose et raccordement de :

PMV

Caméras

Armoires de commande

Poteaux de signalisation

Boucles de comptage

Contrôleur d'accès (régulation par feux)

Câblage :

Liaisons entre les équipements

Connexion au système de gestion de la Métropole de Marseille



1.2 - Intervenants

1.2.1 - Parties contractantes

Maître d'ouvrage principal :

DIRMED

SIR2M Site de Montpellier

520 Allée Henri de Montmorency

34712 MONTPELLIER

Coordination SPS :

PRESENTS, Agence Marseille

18/20 avenue Robert Schuman
13002 MARSEILLE
Tél : 04 91 42 08 86
Nom CSPS : Rachel FARIBAULT
Email : r.faribault@presents.fr

1.2.2 - Organismes de prévention

CARSAT
35, rue Georges
13386 MARSEILLE
Tél : 04 91 85 85 30
Fax : 04 91 85 79 01

OPPBTP
Atrium 10.6
10 place de la Joliette
13002 MARSEILLE
Tél : 04 91 71 48 48
Fax : 04 91 22 66 64

DREETS
Antenne d'Aix en provence
Le Pilon du Roy - Bât. B
Rue Pierre Berthier
13290 LES MILLES
Tél : 04 42 39 56 13
Fax : 04 42 39 56 01

1.2.3 - Exploitant(s)

A 50
DIRMED District Urbain
CEI CLERISSY
avenue Pierre Chevalier
MARSEILLE

1.2.4 - Organismes de secours

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable
SAMU : Tél. 15
Police ou gendarmerie : Tél. 17

Borne d'appel (PAU).

Pompiers : Tél. 18 ou 112 avec un portable
SAMU : Tél. 15
Police ou gendarmerie : Tél. 17
Borne d'appel (PAU).

1.2.5 - Autres intervenants

Sans objet.

1.3 - Mission du Coordonnateur SPS

Le Coordonnateur SPS n'a pas de pouvoir de commandement direct à l'encontre des entreprises. Il fera donc ses observations aux entreprises concernées par le biais du Registre Journal, et les entreprises apposeront leur signature sur les éléments présentés.

A cet effet, lors de l'inspection commune, les entreprises indiqueront au Coordonnateur SPS le nom de la personne habilitée à contresigner les observations faites par le Coordonnateur SPS.

1.3.1 - Plan Général de Coordination (PGC)

Toutes les entreprises intervenant sur le chantier sont soumises à l'application de ce PGC. En fonction de l'évolution des travaux, le PGC sera mis à jour.

Le PGC étant joint à l'appel d'offres, toute entreprise qui désignerait un sous-traitant ou autre partenaire pendant l'exécution des travaux a l'obligation de lui transmettre un exemplaire en vigueur du PGC.

1.3.2 - Inspection commune

Toute entreprise destinée à intervenir sur le chantier devra participer à une inspection commune avec le Coordonnateur SPS avant le démarrage de ses travaux. Par entreprise, on entend les titulaires de marchés, les co-traitants, les sous-traitants et les travailleurs indépendants.

Pour cela, chaque entreprise prendra contact avec le Coordonnateur SPS suffisamment tôt pour convenir d'une date d'inspection commune. A défaut d'inspection commune, l'entreprise pourra se voir refuser l'accès au chantier et ne pourra prétendre à une quelconque indemnisation en cas d'éviction.

Les prestataires et locatiers divers ne sont pas tenus de faire une inspection commune avec le Coordonnateur SPS. Par contre, ils recevront impérativement les consignes de sécurité par l'entreprise qui les aura mandatés. La transmission de ces consignes sera alors formalisée par l'entreprise dans son PPSPS.

Sauf dans le cas d'exception laissé à l'appréciation du Coordonnateur SPS, l'entreprise devra s'organiser pour garder un délai de 10 jours ouvrables avant le début des travaux pour faire l'inspection commune.

Si ce délai n'est pas respecté, le Coordonnateur SPS pourra refuser le rendez-vous proposé par l'entreprise, en fixer un autre à une date différente et demander au Maître d'Ouvrage de

refuser l'accès au chantier à l'entreprise concernée.

1.3.3 - Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Tout entrepreneur, ainsi que ses sous-traitants, sont tenus de remettre au Coordonnateur SPS, 5 jours ouvrables avant toute intervention, un PPSPS relatif aux travaux qui leur sont confiés. Ce PPSPS est fourni en format informatique et en format papier à la demande du CSPS.

Le PPS sera établi en tenant compte des mesures définies par le présent PGC, des mesures définies lors de l'inspection commune et des prescriptions fixées par le marché.

L'attention de chaque entreprise est attirée sur l'importance de ce PPSPS. Son contenu est défini par le Code du Travail et les différents thèmes devront donc être développés en étant adaptés à cette opération.

Ainsi, les mesures prises pour pallier aux risques propres de l'entreprise et aux risques venant des autres intervenants (risques importés) devront être précisément définies.

Chaque PPSPS devra bien décrire les risques exportés (adaptés à cette opération) envers les autres entreprises, susceptibles d'impacter les interventions des travailleurs concernés.

Si le mode opératoire retenu par l'entreprise entraîne des modifications du contenu du PGC, l'entreprise concernée devra en faire mention dans son PPSPS et informer le Coordonnateur SPS pour qu'il puisse en tenir compte et procéder à la mise à jour nécessaire.

Note : Toutes les personnes qui interviennent sur le chantier en tant que prestataires ne sont pas soumises à l'obligation de fournir ce document (exemple : maîtrise d'oeuvre, contrôleur technique) mais le Coordonnateur SPS se réserve le droit de le demander selon les cas.

Chaque entreprise dont le personnel aura été victime d'un accident corporel sur le chantier avec arrêt de travail devra en informer le Coordonnateur SPS dans un délai de 24 heures.

2 - Mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'oeuvre en concertation avec le coordonnateur

Il n'y a pas eu de concertation spécifique avec le maître d'oeuvre et le CSPS.

Délais: 1 mois de travaux

3 - Mesures de coordination prises par le Coordonnateur SPS

3.1 - Circulation

3.1.1 - Circulations horizontales

3.1.1.1 - Circulation de chantier

Pendant la période de préparation, l'entreprise désignée établira un projet de plan général de circulation sur le chantier en privilégiant la spécialisation des voies. Ce document sera établi à partir du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC), quand il existe, et présentera pour chaque phase de circulation un plan de détail.

L'entreprise responsable est : le mandataire

Toutes les entreprises intervenant par la suite sur le chantier se soumettront à ce plan de circulation. Si pour une quelconque raison, une entreprise considère ne pas pouvoir respecter ce plan de circulation (encombrement engin, etc.), elle devra en informer le Coordonnateur SPS afin que la solution appropriée puisse être mise en oeuvre.

Les objectifs recherchés par ce plan de circulation sont les suivants :

- Organiser la circulation sur le site de façon pertinente ;
- Gérer les croisements de flux (entrées et sorties) ;
- Limiter les marches arrière ;
- Eviter les interférences avec le trafic usagers ;
- Limiter les points d'interférences avec les riverains.

Les points devant notamment figurer sur le plan de circulation sont :

- les cheminements,
- les accès riverains,
- les points singuliers (obstacles, emprise des travaux, limitations de gabarit, etc.),
- les zones à risques,
- les modalités et zones de stockage,
- le fléchage,
- les aires de retournement,
- la position des balisages,
- les accès de service,
- les sens de circulations,
- les zones laissées à la disposition des entreprises (stationnement, stockage divers, etc.).

La présence de piétons dans les zones de circulations réservées aux engins ou véhicules est interdite.

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier.

Les règles de circulation sur le chantier sont les suivantes :

Circulation à 30 km/h maximum, ramenée AU PAS au droit des postes de travail et dans les zones où se trouvent des piétons, la vitesse des véhicules doit, en permanence, être adaptée aux conditions de circulation.

Circulation de tous les véhicules feux de croisement allumés confère annexe 1 du CCTP: Fascicules des règles générales de sécurité (FRGS)

Les véhicules de chantier, en particulier les poids lourds, devront disposer d'une voie de circulation d'une largeur de 3 mètres minimum. Dans les zones où la largeur de la voie de chantier sera inférieure à 3 mètres, l'entreprise responsable devra prévoir un balisage longitudinal des rives de la zone circulaire.

Les voies et rives concernées sont : A 50, rue André Bardon

Tous les obstacles tels que lignes électriques aériennes, passages inférieurs d'ouvrages d'art, équipements, fouilles, dénivelés, etc. devront être signalés et des protections adaptées (telles que merlon, gabarit, glissières béton, etc.) seront mises en place.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien est : le mandataire

3.1.1.2 - Postes de travail en bordure de pistes circulées

Tous les postes de travail seront balisés. Ce balisage est à la charge de l'entreprise concernée. Un plan de principe de balisage sera joint au PPSPS de l'entreprise.

Les voies circulées seront protégées et balisées avec des GBA ou SMV

3.1.1.3 - Circulation piétonne

L'entreprise en charge du plan de circulation de chantier aménagera et entretiendra également le cheminement jusqu'au poste de travail. Ce cheminement sera éclairé pour les périodes de fin de journée, voire nocturnes si besoin.

Le nettoyage régulier de ce cheminement sera assuré et les obstacles éventuels seront évacués de façon à toujours laisser le passage libre.

Une signalisation matérialisant les zones prévues pour le passage sera mise en place et entretenue tout au long des travaux.

Les accès aux différentes zones de travail seront également réalisés et entretenues dans les

mêmes conditions.

L'amenée de tout le personnel au droit de son poste de travail se fera par l'utilisation des véhicules de l'entreprise.

Les cheminements pour le personnel à pieds sur le chantier seront transcrits sur le plan général de circulation par l'entreprise ayant établi ce plan.

3.1.1.4 - Stationnement des véhicules

Les véhicules de chantier devront stationner sur les emplacements prévus à cet effet.

L'entreprise responsable de la mise en place et de l'entretien de la signalisation matérialisant ces zones est : le mandataire

Toutes les entreprises organiseront le transport de leur personnel afin d'éviter les venues en véhicule particulier. Ces consignes seront également transmises aux sous-traitants et autres prestataires intervenant pour le compte de l'entreprise.

La situation des zones prévues pour le stationnement est à définir en phase de préparation.

3.1.2 - Circulations verticales

3.1.2.1 - Accès entre différents niveaux

Sans objet.

3.1.2.2 - Mise en commun des échafaudages

Sans objet.

3.1.2.3 - Accès aux ouvrages

Sans objet.

3.1.2.4 - Accès en fond de fouille

Les accès piétons en fond de fouille devront être réalisés de façon à permettre un accès sécurisé pour les travailleurs.

Chaque fouille doit être signalée, protection collective à mettre en place.
Accès sécurisé à chaque fond de fouille est à prévoir obligatoirement.

3.2 - Manutention

3.2.1 - Mise en commun des moyens

Il n'y a pas de mise en commun des moyens de manutention.

3.2.2 - Moyens de manutention verticale et règles d'utilisation

De manière à limiter les risques liés à l'utilisation de moyens de manutention, l'employeur responsable devra s'assurer de :

- Utiliser des moyens de manutentions adaptés aux charges transportées ;
- Suivre les indications du fournisseur de matériel ;
- Vérifier régulièrement (vérifications de mise en service, périodiques générales et de remise en service) l'état du matériel de manutention (appareils de levage et accessoires de levage), l'utilisateur d'un appareil de levage doit toujours s'assurer de la réalisation des vérifications réglementaires ;
- Former ses salariés à l'utilisation de ces matériels, les manutentions par engins spécialisés seront opérées par des conducteurs titulaires d'une autorisation de conduite selon le type d'engin.

Certains matériels pourront cependant être utilisés par plusieurs entreprises dans le cadre de la mise en commun de moyens.

Lorsqu'une entreprise met du matériel à la disposition d'une autre entreprise (grues, échafaudage, engins de terrassement, etc.), ce matériel doit être conforme à la réglementation et en bon état.

La mise à disposition de matériel doit faire l'objet d'un protocole de prêt de matériel.

L'entreprise responsable des moyens de manutention assurera elle-même la manutention pour le compte de l'entreprise demandeuse, afin d'éviter une mauvaise utilisation du moyen.

3.2.3 - Implantation des zones de manutentions et de levage

Les manutentions manuelles et mécaniques, ainsi que le levage des charges doivent être organisées sur une zone plane et stabilisée.

Cette zone doit être délimitée, et son accès interdit pendant les phases de levage par l'entreprise mettant en place le moyen.

Tout survol de charges en dehors des emprises du chantier est strictement interdit.

3.2.4 - Utilisation de grues

Avant toute implantation de grue mobile ou à tour, ou tout autre appareil de levage, l'entreprise vérifiera ou fera vérifier la portance du sol à l'emplacement des appuis de l'engin concerné.

Préalablement à la mise en service, chaque grue fera l'objet d'une vérification par un organisme agréé, dont une copie du rapport sans réserve affectant le bon fonctionnement de l'engin sera transmise au Coordonnateur SPS.

Chaque grue sera équipée d'un anémomètre.

Afin de prévenir les risques qui pourraient naître d'une interférence entre les engins de levage d'intervenants du chantier ou d'autres opérations voisines, tout entrepreneur ayant prévu d'utiliser un engin de levage (grue mobile, grue à tour) communiquera au Maître d'oeuvre et au Coordonnateur SPS le plan où figurent les zones d'évolution des différents appareils de levage qu'il compte mettre en oeuvre.

Le Coordonnateur SPS procédera alors à la vérification de la compatibilité des différentes implantations et indiquera aux entreprises du chantier concernées les dispositions éventuelles à prendre pour supprimer les risques découlant de ces interférences.

3.2.5 - Limitation des manutentions manuelles

La priorité est donnée à la manutention mécanique : chariots élévateurs, grues.

Lorsqu'une manutention manuelle de charges ne peut être évitée, des moyens adaptés doivent être mis à la disposition des travailleurs : palonniers, treuils, crics, vérins, crochets, tables élévatrices, etc. par l'entreprise concernée.

3.3 - Stockage

3.3.1 - Zone de stockage

Sur le chantier, les zones disponibles mises à disposition pour le stockage sont les suivantes : à préciser en phase préparation

Chaque entreprise aura à gérer, dans la mesure du possible, ses approvisionnements sur le site pour minimiser son stockage.

Si l'espace disponible ne suffit pas à une entreprise, elle en informera le Maître d'oeuvre et le Coordonnateur SPS.

Les lieux de stockage devront être délimités et/ou fermés par une clôture rigide entretenue régulièrement.

La clôture sera assurée par l'entreprise suivante : le mandataire

Aucun stockage ne sera organisé devant les accès et/ou les issues de secours.

Les entreprises prendront en compte dans leurs besoins ceux de leurs sous-traitants, fournisseurs, etc.

3.3.2 - Approvisionnement et enlèvement : dispositions à prendre par les entreprises faisant intervenir un livreur, fournisseur, etc.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra prévoir, pour les véhicules de livraison, un chemin d'accès et une aire de stationnement stabilisés, de largeur suffisante, sans déclivité importante, exempts d'obstacles, permettant la mise en oeuvre complète des stabilisateurs.

Les aires de stockage des matériaux de construction à livrer devront être délimitées au sol ou sur les seules parties résistantes de l'ouvrage.

Chaque entrepreneur devra désigner une personne compétente (réceptionnaire) chargée de l'accueil du livreur, de la délimitation de l'aire de livraison, de la surveillance de l'opération de livraison. Elle guidera les manoeuvres notamment en cas de manque de visibilité en tenant compte du dégagement des fourches de levage.

Les matériaux repris seront reconditionnés.

L'entreprise devra donner au fournisseur les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.

L'entreprise faisant appel à un prestataire devra accueillir son prestataire, lui donner les exigences de sécurité applicables sur le chantier et l'informer de la présence éventuelle de réseaux électriques aériens.

Sans objet.

3.3.3 - Zone de stockage des matériaux dangereux











Certaines protections sont à observer :

- Séparer les produits acides et les produits basiques ;
- Ranger, de préférence, les liquides en dessous des solides ;
- Stocker seulement de faibles quantités de produits ;

- Aérer et éloigner suffisamment le lieu de rangement de toute source de chaleur.

Les stockages de produits dangereux devront être clairement signalés et devront se faire de manière à ne pas présenter de risques pour les utilisateurs comme pour l'environnement.

Les entreprises devront indiquer dans leur PPSPS les produits qu'elles utiliseront et pouvant présenter des risques particuliers. Elles joindront les fiches de sécurité santé de ces produits et préciseront les mesures particulières d'utilisation et les précautions à prévoir vis à vis des autres corps d'état et pour toute personne se trouvant à proximité des travaux.

					
	+	-	-	-	+
	-	+	-	-	-
	-	-	+	-	+
	-	-	-	+	○
	+	-	+	○	+

+ Stockage ensemble possible

- Stockage ensemble impossible

○ Stockage ensemble possible sous certaines conditions

3.4 - Gestion des déchets et décombres

3.4.1 - Interdictions générales

Il est interdit de brûler les déchets, sauf autorisation spécifique au titre des installations classées ou pour les bois infectés par des insectes xylophages.

Il est d'interdit d'enfouir les déchets sur le chantier ou de les déposer dans une décharge sauvage.

3.4.2 - Obligation des entreprises

Les entreprises ont l'obligation:

- de respecter la traçabilité des déchets dangereux
 - Déchets dangereux: bordereau de suivi des déchets dangereux ou BSDD
 - Déchets d'amiante: bordereau de suivi des déchets amiante ou BSDA
 - Déchets d'emballage: trace écrite de leur élimination
- de trier les emballages
- de respecter les obligations de transports des déchets ou de les confier à un professionnel du

déchets qui les valorisera dans les conditions légales. L'entreprise devra conserver la trace écrite de l'évacuation des déchets (bordereau de suivi, bon de dépôt...)

Les dispositions nécessaires pour respecter ces obligations seront prises par les entreprises, si elles ne sont pas indiquées dans le cahier des charges techniques.

De façon plus générale, l'entreprise veillera à l'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôt des déchets.

3.4.3 - Organisation du tri sur le chantier

Trier les déchets sur le chantier permet notamment de réduire les coûts d'élimination et facilite le recyclage. Trois niveaux doivent être retenus pour le tri des matériaux:

- les déchets inertes: déchets qui pendant le stockage ne subissent aucune modification physique, chimique ou biologique importante (ex: briques, pierre, céramique, tuiles, terre non polluée...)
- les déchets non dangereux non inertes (ex: bois, carton, plastiques, laines minérales, peintures...etc)
- les déchets dangereux (ex:aérosols, bois traités avec substance dangereuses, DEE, produits amiantés, peintures contenant des substances dangereuses...etc).

Le chantier doit s'organiser en fonction de ce tri. Ainsi plusieurs bennes seront installées. Prévues en fonction de la typologie des déchets, elles seront correctement signalées et équipées de pictogrammes afin d'orienter le tri. Elles seront placées au plus proche des sources de déchets et seront accessibles aux camions d'enlèvement.

Une information/sensibilisation sera donnée aux salariés lors de leur accueil sur le chantier et les entreprises s'assureront que le tri des déchets dans les bennes est respecté durant toutes les phases du chantier.

3.5 - Enlèvement des matériaux dangereux

3.5.1 - Cas de l'amiante

Diagnostic à transmettre avant démarrage

en cas de risque fortuite de présence de réseau enterré, l'entreprise procédera à une déclaration auprès des organismes concernés.

3.5.2 - Cas du plomb

Sans objet.

3.5.3 - Pollution des sols

Sans objet.

3.6 - Utilisation des protections collectives, accès provisoires et installation électrique générale

3.6.1 - Règles d'utilisation des protections collectives

3.6.1.1 - Mise en commun des protections collectives (échafaudages de pied, périmétriques, etc.)

Toutes les protections collectives doivent être conçues, mises en oeuvre et entretenues pour respecter les dispositions suivantes :

- Les protections collectives sont toujours mises en oeuvre préalablement à l'apparition du risque inhérent à l'activité ou aux travaux entrepris par l'entrepreneur.
- Les protections collectives ne peuvent être déposées que dans les cas suivant :
 - après la disparition du risque, liée à l'avancement des travaux ;
 - après la mise en place de la protection collective définitive prévue au projet ;
 - après la mise en place d'un autre dispositif d'une efficacité au moins équivalente.

Les protections collectives sont gérées par : la mandataire

Dans le cas où le risque subsiste au-delà de la fin des travaux réalisés par l'entrepreneur, celui-ci s'engage à laisser en place les protections collectives provisoires qu'il a mises en oeuvre.

Chaque entreprise devra transmettre les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder qui assurera la maintenance des protections. Celle-ci devra s'assurer que les protections mises en place pendant toute la durée de son intervention sont suffisantes et adaptées aux travaux à réaliser.

Toute entreprise, dont l'intervention nécessite l'enlèvement des protections mises en place par une autre entreprise, doit prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ses travaux et garantissant une protection collective efficace. Elle en assure la maintenance jusqu'à la fin des travaux et en informe le Coordonnateur SPS.

3.6.1.2 - Mesures spécifiques

Il incombe aux entreprises de détailler les mesures suivantes à travers leurs PPSPS pour les tâches spécifiques à leurs activités :

=> Prévention des risques liés aux chutes de plain-pied, de chute de hauteur, accès en fond de fouille, protection des fouilles, levage des écrans, réalisation des micro pieux, palplanches:

vibrations, signalisation de chantier : pose et maintenance....

3.6.2 - Règles d'utilisation des accès provisoires

Les moyens d'accès au poste de travail sont choisis en fonction de la fréquence de circulation, de la hauteur, de la durée d'utilisation et de leur ergonomie. Ils doivent en outre permettre une intervention rapide des secours et l'évacuation en cas de danger imminent.

L'entreprise ayant en charge la réalisation des accès communs en assurera la maintenance pendant les travaux.

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire ponctuel et de courte durée, en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

L'entreprise en charge de l'installation et de l'entretien des accès communs est la suivante : le mandataire

Les modalités d'accès sur le chantier sont les suivantes :

Les entreprises titulaires d'un marché devront mettre en place un accueil de tous les salariés, y compris celui des sous-traitants et des intérimaires. Le chargé d'accueil de l'entreprise commentera le PPSPS à chaque nouvel arrivant sur le chantier.

Ne peuvent pénétrer sur le chantier que les personnes habilitées par l'entreprise titulaire du marché.

Les accès sont situés aux endroits suivants : voir plan d'installation de chantier et DESC à réaliser en phase préparation.

Les itinéraires et procédures d'accès au chantier seront proposés par chaque entreprise à l'acceptation du maître d'oeuvre.

Les itinéraires devront tenir compte de toutes les dispositions du Code de la Route et des arrêtés ou décisions pris par les autorités compétentes (par exemple : Limitation de charge, périodes interdites ou hors chantier).

L'entrepreneur sera responsable du respect de ces itinéraires par ses fournisseurs et sous-traitants.

Les accès en sortie sur les voies publiques pourront être revêtus en enrobés sur 50 m ou dispositifs équivalents afin d'éviter toute salissure.

Les points d'entrée et/ou de sortie des différentes zones de chantier sur autoroute devront être

facilement reconnaissables grâce à une signalisation appropriée (fanion orange par exemple). En cas d'utilisation de portail de service en tant qu'accès de chantier, l'entreprise désignée laissera en permanence une personne au portail habilitée à gérer les entrées et sorties.

Une signalisation sera également mise en place à ces endroits afin d'interdire l'accès aux personnes ou véhicules non autorisés à pénétrer sur le site.

Ces accès devront être d'une largeur suffisante pour permettre aux véhicules d'entrer ou de sortir sans faire de manoeuvre longue et délicate.

Une signalisation spécifique sera posée en amont de ces entrées (voir dossier d'exploitation).

Chaque entreprise veillera à laisser en permanence ces accès libres de tout obstacle.

TOUTES LES ENTREPRISES SONT INVITEES A PRENDRE CONNAISSANCE DU DOSSIER D'EXPLOITATION AFIN DE CONNAITRE LES REGLES DEFINIES POUR L'ACCES AU CHANTIER.

A titre indicatif, les principales modalités d'entrée et de sortie du chantier sont les suivantes :

Entrée par les portails de service... (préciser les PK)
Entrée depuis la section courante par le système 3-2-1
Sortie par les portails de service... (préciser les PK)
Sortie systématique en fin de balisage

3.6.3 - Règles d'utilisation de l'installation électrique générale

L'installation électrique provisoire du chantier comprendra de façon distincte :

- les installations électriques pour les besoins des cantonnements, s'ils existent,
- les armoires, coffrets électriques et réseaux électriques de distribution du chantier,
- l'éclairage du chantier permettant la circulation sur tout le chantier et ses abords,
- l'alimentation des grues, centrales à béton, etc.

L'installation électrique provisoire du chantier sera réalisée par du personnel habilité. Celle-ci sera vérifiée par un organisme agréé.

3.6.3.1 - Armoires principales et secondaires de chantier normalisées

Les armoires et coffrets de distribution basse tension seront maintenus fermés en permanence. Le type de fermeture sera d'un modèle approprié pour garantir son inviolabilité. Chaque armoire et coffret de distribution basse tension devra comporter un numéro d'identification.

Chaque armoire devra être équipée d'un dispositif « coup de poing » de coupure d'urgence en cas de problème, et d'une protection différentielle de 30 mA.

3.6.3.2 - Implantation de l'installation électrique

Concernant la conception et l'implantation de l'installation électrique, il convient de respecter les règles suivantes :

- Eloigner l'installation électrique principale des zones à risques, c'est-à-dire des zones de stockage de matériel ou des zones de production où de nombreux objets et outils conducteurs sont manipulés à proximité de l'installation.
- Baliser et protéger l'installation électrique : bloquer l'accès aux panneaux et armoires électriques par une porte ou un grillage fermés à clé, utiliser les panneaux de signalisation standardisés pour signaler le risque électrique.
- Utiliser des installations électriques protégées par une carcasse de sécurité qui ne s'ouvre qu'une fois le courant hors-tension.

3.6.3.3 - Niveau d'éclairage

Lorsque le niveau de l'éclairage naturel est inférieur aux valeurs minimales d'éclairage réglementaires, il est nécessaire d'installer un éclairage artificiel adapté aux travaux à effectuer, ainsi qu'aux déplacements du personnel, sans créer de nouveaux risques.

Locaux affectés au travail et dépendances	Valeurs minimales d'éclairage
Voies de circulation intérieures	40 lux
Escaliers et entrepôts	60 lux
Locaux de travail, vestiaires, sanitaires	120 lux
Locaux aveugles affectés à un travail permanent	200 lux

Espaces extérieurs	Valeurs minimales d'éclairage
Zones et voies de circulation extérieures	10 lux
Espaces extérieurs où sont effectués des travaux à caractère permanent	60 lux

Espaces	Valeurs minimales d'éclairage
Eclairage général de la zone de travaux	30 lux
Postes de travail permanents et fixes	200 lux
Postes de travail permanents et itinérants	40 lux
Zones et voies de circulation des piétons (y compris escaliers)	30 lux
Postes de travail avec usage de machine dangereuse (scie, tronçonneuse, meule, etc.)	300 lux
Zones et aires de chargement ou de déchargement de matériaux (déblais, dépôts, etc.).	40 lux

RAPPEL: En cas de travaux de nuit ou de faible luminosité: poste de travail doit être éclairé et le port de la lampe frontale pour tout intervenant à pied.

3.7 - Interactions sur le site

3.7.1 - Contenu des PPSPS

Le Coordonnateur SPS analysera les PPSPS remis par les entreprises, en examinant particulièrement les risques exportés afin de mettre en place les mesures de coordination correspondantes.

Chaque entreprise qui modifie la nature de son PPS (mode opératoire, phasage des travaux, matériels, etc.) devra en informer le CSPS, par l'envoi d'un PPSPS modifié ou lors des réunions de coordination évoquées ci-dessous.

3.7.2 - Réunions de coordination SPS

Les entrepreneurs seront tenus de participer aux réunions de coordination organisées par le CSPS.

Ces réunions, avec la participation du CSPS pour la partie sécurité - santé, auront notamment à l'ordre du jour :

- l'évolution du programme des travaux,
- la détermination des nouvelles coactivités éventuelles,
- la définition des mesures de sécurité à observer,
- le retour sur les manquements constatés à la sécurité.

La fréquence des réunions sera adaptée aux besoins du chantier.

3.7.3 - Analyse des risques liés à la coactivité

Les pages suivantes, relatives à l'analyse des risques de coactivités, ont été établies par le Coordonnateur SPS en fonction des éléments portés à sa connaissance par le Maître d'Ouvrage lors de la phase étude.

Le PGC étant un document évolutif, le contenu de cette analyse pourra être modifié en phase travaux, en fonction du déroulement des travaux et des PPSPS des entreprises.

Les entreprises seront tenues de coopérer avec le Coordonnateur SPS en lui transmettant les éléments nouveaux relatifs aux coactivités, et en appliquant sans délai, les conclusions découlant de la mise à jour de cette analyse.

L'analyse des risques de coactivités figure ci-après.

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
Chute de plain-pied (sol encombré, glissant ou déformé).	<ul style="list-style-type: none"> - Nettoyer et ranger le chantier à l'avancement. - supprimer tout obstacle au cheminement vers poste de travail, - Obliger le port de chaussures de sécurité antidérapantes. - Aménagement des cheminements piétons et fléchage de ceux-ci. - Eclairage réglementaire des postes de travail et des circulations (faible luminosité, en cas de travaux de nuit...), port de lampe frontale par le personnel présent sur site. 	Fouilles et plots de fondation préfabriqués, travaux de signalisation pour la protection du chantier	Fouilles et plots de fondation préfabriqués, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Signalisation lumineuse verticale, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages)
Chute de hauteur (absence de protection collective).	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre des barrières en périphérie des tranchées. -- la rubalise st interdite sur le chantier. - Baliser les fouilles avec merlon en retrait de 1m + filet orange: protection visuelle. - protections collectives: en retrait de 0,80 environ : 2 lisses + plinthe latérale: passage de compagnons à proximité, - Baliser le poste de travail lors du terrassement. 	Fouilles et plots de fondation préfabriqués	Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Signalisation lumineuse verticale, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages), travaux de signalisation pour la protection du chantier
Ensevelissement (éboulement,	<ul style="list-style-type: none"> - Faire vérifier la stabilité du sol par un géotechnicien. - Interdire le stockage en tête de talus, réaliser des restanques. 	Fouilles et plots de fondation	Mise en place de la signalisation

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
effondrement, explosion, stockage mal positionné...).	- Mettre en place un blindage ou talutage suffisant pour éviter l'éboulement du talus terrassé.	préfabriqués	routière,Rétablissement des voies,Signalisation lumineuse verticale,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),travaux de signalisation pour la protection du chantier
Risques liés à la circulation (heurt, écrasement du à la circulation ou à un basculement).	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place d'une signalisation de chantier conforme à l'arrêté de la DIRMED DU et au guide SETRA. - Baliser les postes de travail avec GBA béton ou SMV. - Afficher le cheminement des compagnons à pied, chauffeurs, livreurs, informer les chauffeurs des lieux de livraison, - mettre un Homme trafic pour guider les manoeuvres de tout engin, camion... - respecter les consignes de sécurité: * ne pas faire dépasser l'arrière d'un engin sur A 50 ou voie circulée, * ne pas s'appuyer sur le talon d'une GBA ou clôture de chantier, les clôtures de chantier seront de type GBA ou SMV et * barrières de type Heras avec jambes de force et attaches métalliques 	Fouilles et plots de fondation préfabriqués,Signalisation lumineuse verticale,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Mise en place de la signalisation routière,travaux de signalisation pour la protection du chantier,Rétablissement des voies	Fouilles et plots de fondation préfabriqués,Mise en place de la signalisation routière,Signalisation lumineuse verticale,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),travaux de signalisation pour la protection du chantier
Rupture d'une		Fouilles et plots de	Fouilles et plots de

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
canalisation (creusement de tranchée, terrassement, fonçage, battage....).	<ul style="list-style-type: none"> - Respecter le décret du 5 octobre 2011 concernant le DT et DICT. - Respecter les prescriptions données par les concessionnaires. - Détecter, sonder et repérer tous les réseaux enterrés. 	fondation préfabriqués,Signalisation lumineuse verticale	fondation préfabriqués,Mise en place de la signalisation routière,Rétablissement des voies,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),travaux de signalisation pour la protection du chantier
Heurt par un engin en manoeuvre ou par un élément manutentionné.	<ul style="list-style-type: none"> - Équiper les engins d'avertisseur sonore de recul. - Mettre en place un responsable manoeuvre pour guider les chauffeurs dans toutes les manoeuvres. - Port du gilet rétro-réfléchissant de classe 2. - Neutraliser les zones de manutention. - Port des EPI dont casque obligatoire sur tout le chantier - chaque intervention sera dirigée par un responsable de manoeuvre désigné et possédant un gilet l'identifiant. 	Signalisation lumineuse verticale,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),Mise en place de la signalisation routière,Rétablissement des voies	Fouilles et plots de fondation préfabriqués,Mise en place de la signalisation routière,Signalisation lumineuse verticale,Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages),travaux de signalisation pour la protection du chantier
Electrocution,	- Respect de la procédure DT/DICT.	Signalisation	Fouilles et plots de

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
électrification (contact direct ou indirect avec des pièces sous tension...).	<ul style="list-style-type: none"> - Repérage et marquage des réseaux. - respect des distances de sécurité. - Respecter les prescriptions données par les concessionnaires. 	lumineuse verticale	fondation préfabriqués, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages), travaux de signalisation pour la protection du chantier
Emissions de poussières, projections (silice, plomb, amiante....lors de décapage, soudage, meulage, perçage...).	Captage des poussières à la source. Choix des méthodologie les moins émissives de poussières. Alourdissement des poussières par arrosage. Confinement de la zone de travaux. Port des EPI de protection de voies respiratoires et des yeux.	Signalisation lumineuse verticale, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages)	Fouilles et plots de fondation préfabriqués, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Signalisation lumineuse verticale, travaux de signalisation pour la protection du chantier
Incendie ou explosion (produits	Respect de la réglementation sur l'utilisation, le transport et le	Signalisation lumineuse	Fouilles et plots de fondation

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
dangereux).	stockage de produits dangereux. Formation du personnel au risque.	verticale, Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages)	préfabriqués, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Signalisation lumineuse verticale, travaux de signalisation pour la protection du chantier
Emission de produits chimiques (solvants, acides, bases, liants hydrocarbonés, produits phytosanitaires...).	Port des EPI annexer au PPSPS les fiches de données sécurité. Utiliser des produits moins dangereux.	Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages)	Fouilles et plots de fondation préfabriqués, Mise en place de la signalisation routière, Rétablissement des voies, Signalisation lumineuse verticale, travaux de signalisation pour la protection du chantier
Emissions de gaz, fumées, gaz rares (argon, azote,	Présence d'un responsable du réseau concessionnaire concerné lors de découverte de réseau Gaz.	Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages)	Fouilles et plots de fondation préfabriqués, Mise en

Risque	Mesure de coordination	Risque généré par	Risque exporté vers
CH4, H2S, acétylène...).	Port de masques filtrant + personnel équipé de détecteur de gaz Ventilation des zones de travail Port d'appareils filtrants anti aérosols		place de la signalisation routière,Rétablissement des voies,Signalisation lumineuse verticale,travaux de signalisation pour la protection du chantier
Emissions de gaz, fumées, vapeurs (décapage thermique, pose de produits bitumineux à chaud...).	Travaux de nuit pour la mise en oeuvre des enrobés: Respecter les prescriptions en matière de météorologie lors de la pose des enrobés. Port des EPI adéquats, dont le gilet de classe 3 et lampe frontale, prévoir éclairage suffisant (ballon) pour toutes les zones de travail (giratoire et voiries d'accès)	Travaux de génie civil (réalisation de petits ouvrages)	Fouilles et plots de fondation préfabriqués,Mise en place de la signalisation routière,Rétablissement des voies,Signalisation lumineuse verticale,travaux de signalisation pour la protection du chantier

4 - Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation

4.1 - Activité sur le site et mesures de prévention

Lorsque le chantier se déroule sur un site en exploitation, chaque entreprise prendra en compte les contraintes d'exploitation données par l'exploitant.

Toute nouvelle contrainte d'exploitation apparue en cours de chantier, ayant une influence sur les mesures de sécurité en vigueur sur le chantier, fera l'objet d'une mise à jour du PGC transmise aux entreprises.

Réciproquement, les entreprises amenées à modifier en cours de travaux leur mode opératoire (horaires, accès, matériel, etc.) devront impérativement le signifier au plus tôt au Coordonnateur SPS afin que celui ci puisse retransmettre ces informations à l'exploitant qui en informera son personnel.

L'exploitant pour cette opération est le suivant :

A 50 DIRMED District urbain CEI CLERISSY

respect des consignes du CCTP annexe 1 fascicule des Règles générales de sécurité

4.2 - Interférences avec les chantiers limitrophes

Le Code du Travail impose la concertation entre les maîtres d'ouvrage lorsque plusieurs opérations se déroulent sur un même site. Il s'agit là de gérer les coactivités potentielles entre ces différents chantiers.

Pour cela, des réunions de travail faisant appel aux représentants des maîtres d'ouvrage seront organisées selon une fréquence à définir.

Les entreprises, intervenant dans le cadre de la présente opération, pourront être sollicitées pour participer à certaines de ces réunions, lorsque leurs compétences seront nécessaires.

Les conclusions faites à l'issue de chacune de ces réunions seront portées par le Coordonnateur SPS à la connaissance des entreprises intervenantes, pour mise en application des mesures de sécurité correspondantes.

Les chantiers limitrophes identifiés sont les suivants : non connu à ce jour

En cas d'interface, une concertation inter-MOA devra avoir lieu afin d'identifier les éventuelles coactivités.

Les CSPS pourront être conviés afin de gérer les coactivités.

4.3 - Réseaux enterrés et aériens

Il est rappelé que les travaux à proximité d'une ligne ou d'une canalisation sous tension sont interdits, sauf si l'exploitant confirme par écrit que la mise hors tension est impossible.

L'attention des entreprises est également attirée sur le fait que la démarche relative aux DICT implique une planification définie par la réglementation. Les entreprises devront donc être vigilantes sur ce point afin que les travaux soient entrepris en toute sécurité.

Suite aux retours de la part des concessionnaires, les entreprises ayant des dispositions particulières à prendre vis à vis des réseaux existants joindront à leur PPSPS les avis émanant des concessionnaires concernés afin que le Coordonnateur SPS puisse retransmettre les informations aux autres entreprises.

Les réseaux identifiés sont les suivants : voir repérage et DICT

Les réseaux identifiés dans le cadre des Déclaration de travaux (DT n° 2023052301718D88) joint en annexe sont :

? Réseaux DIRMed

? Ville de Marseille

? Réseaux Enedis

? SFR, Completel et vérizon

La classe de précision des réseaux est dans la majorité des cas en classe B ou C. Aussi la géolocalisation

des réseaux aux préalable des travaux sera nécessaire sera nécessaire afin de préciser leur implantation.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :

Tenir compte des prescriptions des concessionnaires.

4.4 - Risques liés à la circulation extérieure

L'entreprise chargée de la fermeture du chantier (paragraphe 5.3) apposera des panneaux « chantier interdit au public » à espace régulier et notamment au droit des possibilités d'accès au chantier des personnes extérieures.

Elle veillera pendant la durée des travaux au maintien en l'état de ces panneaux.

En cas de croisement de véhicules chantier au droit de ces intersections, la priorité est toujours au véhicule entrant dans le chantier.

Chaque entreprise veillera à ne rien entreposer au droit des entrées du chantier et à ne pas

gêner l'accès au chantier pour les véhicules entrants afin que la circulation publique ne soit pas gênée

Dans le cas de travaux sur des ouvrages en service et/ou franchissant des voies circulées, les modes opératoires seront décrits précisément et les mesures de prévention y afférant seront appliquées strictement. Ces modes opératoires seront établis en tenant compte des consignes de sécurité des gestionnaires des voiries (autoroutes, SNCF, dossiers d'exploitation sous chantier, etc.).

Au cas où la circulation de riverains sur le chantier serait nécessaire, il conviendra d'établir avec les riverains une convention précisant les règles de sécurité du chantier à laquelle les riverains devront se conformer.

Au cas où la réalisation de travaux se ferait au-dessus de voies de circulation (voies ferrées, voies navigables, voies routières), l'entreprise devra consulter les règlements particuliers en vigueur édictés par les organismes concernés et indiquer, au maître d'oeuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS, dans son PPSPS, les dispositions prises pour s'y conformer.

4.5 - Risque fumée

Etant donné que les travaux se situent à proximité de voirie en service, l'entreprise réalisant les chaussées précisera dans son PPSPS les dispositions prises pour éviter la formation de brouillard artificiel lors de la réalisation des couches d'enrobés (météo, température des enrobés, etc.) et après.

En cas de formation de brouillard et jusqu'à sa dissipation, l'entité désignée sera chargée de mettre en place la signalisation adaptée (panneaux fumée, feux, K10, etc.), procédera à l'arrêt de circulation et préviendra les services de l'exploitant.

L'entité responsable est :

4.6 - Analyse des risques liés à l'environnement

L'analyse des risques liés à l'interférence avec l'environnement du chantier figurent ci-après.

Risque	Oui / Non	Mesure
Risque naturel		
Evènements et phénomènes climatiques.	Oui	Prendre connaissance des bulletins de la météo
Risque technologique		
Risque lié à l'activité		
Renversement d'un salarié lors de travaux à proximité d'une voie de circulation.	Oui	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en place de balisage avant le démarrage des travaux par l'exploitant sur le réseau autoroutier. - Interdiction aux entreprises d'intervenir sur le balisage. - Interdiction de traverser les voies sous circulation. - Interdiction de prendre appui sur le balisage ("repos", descente des engins et camions...) - Port des EPI haute visibilité classe 2. - postes éclairés pour travaux de nuit.

5 - Mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre

5.1 - Installations de chantier

5.1.1 - Généralités

Le(s) plan(s) d'installation de chantier sera(seront) soumis à l'accord du maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS en phase de préparation.

La mise à disposition et l'entretien des installations de chantier sont assurés par : le mandataire
Un PIC sera proposé par l'entreprise.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes :
L'ensemble des installations de chantier sera clôturé. Chaque accès sera équipé d'un portail fermant à clefs. Ces équipements seront à la charge de l'Entrepreneur.

Une zone d'accès depuis la voie publique devra être réalisée et une zone de stationnement affectée aux véhicules du personnel devra être prévue. Cette zone de stationnement devra être distincte de la zone de chantier.

Les locaux seront équipés d'un moyen de lutte contre un début d'incendie.

5.1.2 - Vestiaires

L'installation des vestiaires s'organisera de la façon suivante :
Les vestiaires seront éclairés, chauffés et ventilés quelle que soit la situation et laissés en place jusqu'à la fin du chantier. Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,25 m² par salarié.

Les vestiaires seront pourvus d'armoires penderie à double compartiment avec serrures ou cadenas.

5.1.3 - Réfectoires

L'installation des réfectoires s'organisera de la façon suivante :
Leur surface sera calculée en prenant comme référence une base de 1,50 m² par salarié. Le (ou les) réfectoire(s) seront équipés de sièges et de tables (avec un revêtement imperméable) en nombre suffisant, de chauffe-gamelles et d'un réfrigérateur pour conserver les repas.

5.1.4 - Sanitaires

L'installation des sanitaires s'organisera de la façon suivante :

L'entreprise mettra à la disposition des salariés :

- 1 WC et 1 urinoir raccordé au réseau Eaux Usées (20 personnes),
- 1 lavabo (un orifice pour 5 personnes),
- 1 douche pour les travaux salissants (une douche pour 10 personnes).

En cas de personnel mixte, des installations sanitaires distinctes devront être prévues.

Les douches et lavabo seront à eau chaude et froide.

L'ensemble de l'installation devra être pourvu de moyens de chauffage.

Tous les éléments pour fourniture (savon, essuie-mains, etc.) et le nettoyage journalier seront à la charge de l'entreprise désignée.

5.1.5 - Points d'eau

L'entreprise doit fournir 3 litres d'eau fraîche par jour et par personnes à ses salariés.

5.2 - Nettoyage du chantier

5.2.1 - Nettoyage des installations

Le nettoyage des installations de chantier sera organisé de la façon suivante :

Chaque titulaire de lot disposant d'installations de chantier sera tenu de les nettoyer et d'évacuer ses déchets chaque semaine.

En cas de manquement, le Maître d'oeuvre pourra désigner une entreprise qui interviendra à la charge du titulaire.

5.2.2 - Nettoyage des zones de travail

Dans tous les cas, chaque entreprise procédera quotidiennement à l'évacuation des gravats, décombres, déchets de toute nature dans les conditions prévues à cet effet dans le présent PGC, afin que les postes de travail ne comporte pas de gêne ou d'obstacle.

Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage, de vidange, des lubrifiants ou carburants sont formellement interdits.

5.2.3 - Nettoyage des véhicules sortants

Chaque entrepreneur doit supporter les sujétions qui résultent de la circulation de ses engins sur le chantier et sur les voies et notamment prendre toutes les dispositions pour apporter le moins possible de nuisances aux chaussées existantes. Pendant toute la durée du chantier, il

reste seul responsable des accidents et dégâts de diverses natures qui pourraient résulter d'un défaut d'entretien et des dégradations ou pollutions apportées par la circulation de ses engins aux chaussées, aux accotements et aux ouvrages divers les traversant.

Toutes les entreprises veilleront à conserver les abords du chantier et la voirie publique dans un état de parfaite propreté.

Les mesures spécifiques à mettre en oeuvre sont les suivantes : balayage et arrosage

5.3 - Clôture du chantier

5.3.1 - Clôtures périphériques et ouvertures (porte et portail)

L'emprise du chantier sera clôturée par l'entreprise : le mandataire

La délimitation sera de type : GBA ou SMV et barrière de type "heras" avec jambe de force et attaches métalliques

5.3.2 - Panneaux de chantier

Les panneaux seront mis en place pendant la période de préparation, puis entretenus et déposés par l'entreprise : le mandataire CCTP annexe 2

Sont obligatoires :

- l'affichage de l'arrêté (municipal, préfectoral, etc.),
- la mise en place de panneaux « chantier interdit au public », répartis le long des clôtures de façon suffisante,
- à l'entrée principale du chantier, l'ensemble des panneaux référant des obligations et interdictions auxquelles est assujetti le chantier.

Ces panneaux devront être visibles à une distance raisonnable.

5.4 - Réseaux mis à disposition

5.4.1 - Téléphonie

Posséder un tel portable pour appel des secours.

5.4.2 - Electricité

Le raccordement à un réseau de distribution électrique permet de disposer d'une puissance suffisante pour alimenter les divers équipements et installations de chantier.

En cas d'énergie fournie par un générateur mobile à alimentation par combustible, ce dernier devra être équipé :

- d'un moyen d'extinction adapté,
- d'un moyen de coupure d'urgence,
- d'un bac de rétention,
- de l'affichage obligatoire et des consignes spécifiques en cas d'urgence.

Le point de raccordement au réseau électrique se trouve à l'endroit suivant :
compteur de chantier.

rappel: ne pas mettre deux rallonges à suivre, c'est interdit : risque électrique.

L'alimentation électrique de la zone de cantonnements sera assurée par la même entreprise (y compris la vérification par un organisme agréé).

5.4.3 - Eau

Le point de raccordement au réseau d'eau potable se trouve à l'endroit suivant :

Le point de raccordement au réseau d'eau non potable se trouve à l'endroit suivant :

En cas de mise en place d'eau non potable, une signalétique spécifique devra être mise en place.

5.4.4 - Eaux usées

Les eaux de rejets du chantier devront être filtrées ou décantées avant leur rejet dans le réseau d'eaux usées.

Les rejets des eaux usées seront conformes à la réglementation en vigueur.

Au besoin, un système de récupération des hydrocarbures sera mis en place sur le chantier .

6 - Secours et évacuation des travailleurs

6.1 - Dispositions d'alerte et accueil des secours

En cas d'accident corporel, d'incendie, etc., l'appel des secours se fait de la façon suivante :

Par téléphone fixe : composez le 18.

Par téléphone portable : composez le 112.

En passant par le Réseau d'Appel d'Urgence (autoroute en service).

Par l'exploitant.

Chaque entreprise tiendra à jour sur le chantier (aux installations) une fiche d'appel des secours. Cette fiche précisera clairement la démarche à suivre pour contacter les secours et leur transmettre l'ensemble des informations nécessaires à leur intervention.

Les équipes travaillant sur le chantier devront en outre être informées par leur encadrement de la conduite à tenir en cas d'accident.

Par principe, systématiquement pour les postes de travail à risques, les entreprises organiseront les postes de travail de façon à éviter les travailleurs isolés.

Dans le cas d'un poste de travail éloigné des installations principales nécessitant un temps de déplacement important pour les rejoindre, les équipes concernées devront disposer d'un moyen propre d'alerte des secours. Par mesure de prudence, il conviendra alors de s'assurer que le dispositif d'alerte est opérationnel.

En cas de problème ou d'accident, l'appel des secours se fera de ce poste, la personne ayant donné l'alerte ira alors chercher les secours au Point de rencontre confirmé lors de l'appel pour les guider jusqu'au lieu de l'accident.

6.2 - Plan de secours

L'accueil des secours se déroule de la façon suivante :

Plan de secours à faire en phase de préparation: contacter le BMPPM

Le rendez-vous se fait au point de rencontre convenu, suivant le plan de secours.

6.3 - Organisation des premiers secours

Chaque entreprise devra assurer, dans la mesure du possible, la présence permanente d'un sauveteur - secouriste du travail pour dix personnes ou par équipe indépendante.

Chaque sauveteur - secouriste devra être identifié par un badge spécial apposé sur le casque ou par tout autre moyen de reconnaissance (brassard, blouse, etc.).

L'entrepreneur devra veiller à ce que chaque sauveteur - secouriste ait reçu la formation initiale appropriée et complétée par les formations régulières de « recyclage ».

Chaque entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour que chaque poste de travail soit équipé en permanence d'une trousse de premiers soins appropriée et d'une couverture de survie.

7 - Modalités de coopération entre les entrepreneurs, employeurs ou travailleurs indépendants

7.1 - Mise en commun des moyens

Le présent PGC, ou les dispositions adoptées au cours des travaux, peuvent prévoir des mises en commun de moyens entre les différents entrepreneurs.

Toute utilisation en cours de chantier d'un dispositif mis en oeuvre par une entreprise et utilisé par une autre devra faire l'objet d'un accord formalisé par l'entreprise ayant mis le dispositif. Cet accord précisera en outre les conditions d'utilisation, et les restrictions.

Une vigilance toute particulière devra être portée sur les équipements de travail relatifs aux travaux en hauteur (échafaudages, nacelles, grues mobiles ou à tour, etc.) compte tenu de l'importance des risques potentiels.

7.2 - Entreprises sous-traitantes et travailleurs indépendants

La sous-traitance permet à un entrepreneur de faire exécuter, par un autre entrepreneur, une partie du marché qu'il a passé avec le Maître d'Ouvrage.

Sont considérés comme sous-traitants :

- le travailleur indépendant,
- l'entreprise amenant son matériel, son personnel, son encadrement, ses matériaux et restituant un produit fini.

Le sous-traitant est considéré comme entrepreneur principal à l'égard de ses propres sous-traitants.

L'entrepreneur qui entend exécuter un marché en recourant à un ou plusieurs sous-traitants doit, au moment de la conclusion et pendant toute la durée du marché, faire accepter chaque sous-traitant par le Maître d'Ouvrage.

Tout entrepreneur a l'obligation de déclarer auprès du Maître d'oeuvre et du Coordonnateur SPS ses intervenants (sous-traitants) et de leur transmettre toutes les consignes relatives à la sécurité et à la protection de la santé pour le chantier.

L'entrepreneur qui entend sous-traiter ou faire exécuter une partie de ses prestations par un ou plusieurs sous-traitants doit remettre à ceux-ci un document précisant les mesures d'organisation générale qu'il a retenues pour la partie du chantier dont il a la responsabilité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé du travailleur. Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son propre PPSPS des documents fournis par l'entrepreneur principal (le présent PGC et PPSPS de l'entreprise principale).

La coordination des travaux effectués par les sous-traitants ou travailleurs indépendants, notamment en matière de sécurité et de protection de la santé, demeure sous la responsabilité de l'entrepreneur titulaire du marché.

7.3 - Emploi de personnels intérimaires

Les entrepreneurs employant du personnel intérimaire doivent s'assurer que :

- le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné ;
- les documents médicaux pour la profession déterminée ont bien été délivrés et qu'une copie est disponible sur le chantier ;
- le personnel a subi la formation obligatoire à la sécurité ;
- le personnel intérimaire est intégré au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne les équipements individuels et les cantonnements (vestiaires, réfectoires, sanitaires) et a reçu les consignes particulières liées à l'activité de l'entreprise sur le projet.

7.4 - Prestataires de service

Sont considérés comme prestataires de services :

- les sociétés de location de matériel (avec ou sans chauffeur) ;
- les fournisseurs (carburants, matériels, etc.) ;
- toute entreprise qui n'est pas indépendante (sans encadrement) dans son travail (transport, dépannage, etc.) et qui intervient dans le milieu du cycle de production de l'entreprise principale.

Tout entrepreneur devra mentionner dans son PPSPS les prestataires qu'il compte faire intervenir.

La location du matériel, l'utilisation de toutes prestations de services, n'exonèrent pas l'entreprise de sa responsabilité.

A ce titre, l'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées (dont une copie sera disponible sur le chantier) ;
- les équipements de protection individuelle éventuels sont fournis aux salariés ;
- les salariés ont reçu la formation et l'information nécessaires (autorisation de conduite) à son utilisation.

L'entreprise utilisatrice devra remettre à tout prestataire de service un document sécurité comprenant toutes les indications et informations utiles nécessaires à l'harmonisation de leurs mesures de sécurité.

L'entreprise remet alors au prestataire :

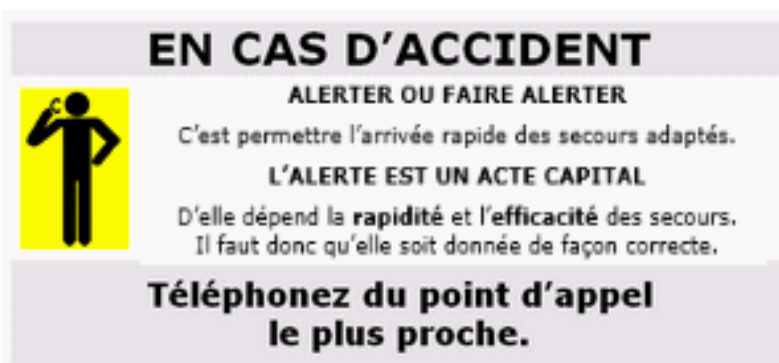
- les consignes de sécurité,
- les matériels et engins spécifiques utilisés pour le chargement ou le déchargement,
- les moyens de secours en cas d'accident,
- l'identité du responsable désigné par l'entreprise d'accueil,
- les lieux d'intervention.

Le prestataire remet à l'entreprise utilisatrice :

- les caractéristiques du véhicule,
- les précautions ou suggestions particulières résultant de la nature des substances ou produits transportés, notamment celles qui sont imposées par la réglementation relative au transport de matières dangereuses.

8 - Annexes

8.1 - ANNEXE : Fiche d'appel des secours



COMPOSEZ le 18 ou le 112.

INDIQUEZ LE LIEU DU CHANTIER :

REGULATION D ACCES A50 ECHANGEUR FLORIAN

A 50 , Echageur Florian - Bretelle d'insertion sens Marseille - Toulon
13011 MARSEILLE

PRECISEZ :

- la nature de l'accident,
- la position du blessé,
- s'il y a nécessité de dégagement.

SIGNALEZ LE NOMBRE DES BLESSES ET LEUR ETAT.

FIXEZ LE POINT DE RENDEZ-VOUS :

ATTENDEZ LES SECOURS AU POINT DE RENDEZ-VOUS, VOUS LES CONDUIREZ SUR LES LIEUX DE L'ACCIDENT.

NE PAS RACCROCHER LE PREMIER ET FAITES REPETER LE MESSAGE.

PREVEENEZ :

Contact	Téléphone	Fax
Pierre LUCIANI (DIRMED)		
Rachel FARIBAULT (CSPS)	06 65 27 98 02	
Anne-Marie PASSONI (CARSAT)		
CONTACT- SIEGE (OPPBTP)		
CONTACT- SIEGE (OPPBTP)		
CONTACT (DREETS)		